

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ENQUÊTE

A l'occasion d'un numéro spécial « Europe » de *Convergence*, le mensuel édité par le Secours Populaire, Ipsos a mené une enquête auprès de 2000 Européens âgés de 16 ans et plus dans 4 pays (500 Français, 500 Britanniques, 500 Espagnols et 500 Polonais issus d'échantillons nationaux représentatifs). Cette enquête met en évidence la prégnance des craintes et difficultés des Européens dans un contexte de crise.

PRECARITE EN EUROPE : CES EUROPEENS EN DIFFICULTE

Les Européens, touchés par la crise, constatent une forte hausse de la précarité.

Plus de 7 Européens sur 10 affirment ont le sentiment que la précarité est en hausse dans leurs pays (74%) et en Union Européenne (70%). Pour 45% d'entre eux, la précarité est même en « très forte hausse » dans leur pays.

C'est en France que l'augmentation de la précarité est ressentie de la manière la plus aiguë : 92% des Français considèrent que la précarité y est en hausse, dont 72% « en forte hausse », largement devant les Britanniques (73% dont 38% « en forte hausse »), les Espagnols (70% dont 44% « en forte hausse ») et les Polonais (62% dont 26% « en forte hausse »).

La Pologne, dernier pays entrant parmi les 4 sélectionnés pour cette enquête, est le pays dont les ressortissants font preuve du plus grand optimisme, même si celui-ci reste tout relatif : 32% considèrent que la précarité y est en baisse, contre 26% pour l'Espagne, 19% pour la Grande-Bretagne, et seulement 3% pour la France. Peut-être cela tient-il au fait que ce pays résiste plutôt bien à la crise grâce à la vitalité de son commerce extérieur.

Près d'un Européen sur deux a fait l'expérience de difficultés financières régulières et importantes dans son quotidien au cours de cette année.

Ipsos et le Secours Populaire ont voulu faire un état des lieux des difficultés des européens dans la crise, en testant six postes de dépense des ménages pouvant être considérés comme des indicateurs de privation (alimentation, santé, logement, vêtements, vacances, accès aux loisirs et à la culture).

En tête des items testés, on retrouve néanmoins l'accès à la culture et aux loisirs dans les 4 pays (sauf pour l'Espagne où il arrive en deuxième). La majorité des Européens (51%) interrogés affirment en effet avoir rencontré des difficultés financières importantes au cours de cette année pour accéder à des biens ou des activités culturelles et de loisirs (dont 19% « tout à fait »). La privation d'accès à la culture et aux loisirs peut certes être considérée comme la moins « grave » des privations testées, ce poste de dépense passant logiquement après tous les autres dans l'ordre des priorités d'un ménage en difficulté. Le défaut d'accès à la culture et aux loisirs est pourtant un indicateur important d'exclusion sociale.

C'est en France que les répondants sont les plus nombreux à dire éprouver de difficultés financières importantes pour accéder à la culture et aux loisirs (63% dont 27% « tout à fait »), devant la Pologne (55% dont 21% « tout à fait »), le Royaume-Uni (44% dont 13% « tout à fait ») et l'Espagne (39% dont 12% « tout à fait »).

Le deuxième poste de dépense pour lequel les Européens rencontrent le plus de difficultés est l'achat de « vêtements convenables » : 44% des répondants disent avoir rencontré des difficultés financières au cours de cette année pour s'en procurer (dont 14% « tout à fait »). Le problème semble le plus aigu en France (51% dont 16% « tout à fait », contre 44% en Pologne, 43% au Royaume-Uni et 39% en Espagne. Il s'agit là encore d'un instrument de mesure des difficultés perçues par les ressortissants de ces pays, or « ce qui peut être considéré comme un niveau de vie acceptable dépend largement du niveau de développement social et économique général, qui présente des différences considérables selon les pays. »¹ Ce que l'on mesure ici en introduisant la notion de « convenables », c'est donc, au-delà des difficultés d'accès aux biens de première nécessité, ce que l'on peut appeler des « privations de style de vie »² qui sont une forme d'exclusion de la personne de normes de consommation en vigueur dans une certaine société.

Le troisième point problématique est le logement : 42% des Européens (dont 17% « tout à fait ») disent avoir éprouvé dans l'année des difficultés financières importantes pour payer leur loyer, un emprunt immobilier ou les charges de leur logement. C'est particulièrement le cas en Espagne (42% dont 18% « tout à fait ») où les prêts immobiliers très souvent contractés à taux variables sont de plus en plus difficiles à rembourser.

Les Espagnols restent pourtant moins nombreux à dire éprouver des difficultés que les Polonais, qui pour 48% disent éprouver des difficultés financières importantes (dont 21% « tout à fait ») en rapport avec leur logement. Le problème est tel en Pologne que le gouvernement a adopté en juillet 2008 un projet de loi prévoyant un prêt public gratuit aux personnes qui, ayant perdu leur emploi en cette période de crise, ont des difficultés à rembourser leur crédit pour leur premier logement. Les Français leur emboîtent le pas avec 43% de répondants qui disent éprouver des difficultés (dont 19% « tout à fait »), devant les Britanniques (35% dont 11% « tout à fait »).

Se « procurer une alimentation saine et équilibrée » a pu être difficile pour plus d'un Européen sur trois cette année (35% dont 12% « tout à fait »). Ce point semble avoir été particulièrement problématique pour les Français (42% dont 15% « tout à fait »). Ils devancent ainsi les Polonais (40% dont 18% « tout à fait »), les Britanniques (33% dont 8% « tout à fait ») et les Espagnols (24% dont 8% « tout à fait »).

Un Européen sur trois mentionne également avoir connu des difficultés financières importantes pour envoyer ses enfants en vacances (au moins une fois par an). Les Européens qui se déclarent concernés par cette question disent même à 56% qu'ils ont éprouvé des difficultés importantes à cet égard (dont 27% « tout à fait »). Les Polonais sont les plus nombreux à le dire (62%) devant les Français (55%), les Britanniques (55%) et les Espagnols (51%).

¹ Cf. Commission Européenne, 2004

² Cf. Anne-Catherine GUIO, « La privation matérielle dans l'UE », Statistiques en Bref, Populations et conditions sociales, Eurostat, Communautés européennes, 2005.

Enfin, 32% des Européens disent avoir rencontré des difficultés financières importantes pour payer certains actes médicaux, alors qu'une courte majorité (52%) déclare que cela n'a pas été le cas. Les Polonais sont 52% à dire avoir éprouvé de telles difficultés (dont 22% « tout à fait »), contre 33% des Français, 22% des Espagnols et 20% des Britanniques.

Au total, ce sont 68% des Européens qui disent avoir connu des difficultés financières importantes sur au moins un des postes cités : 32% n'ont connu aucune difficulté, 22% en ont éprouvé sur un ou deux postes de dépense testés, 24% sur 3 à 4 postes et 22% sur 5 à 6. Ces Européens qui se disent très fréquemment touchés dans de nombreux aspects de leur vie quotidienne (difficultés rencontrées sur 5 ou 6 items) sont les plus nombreux en Pologne (32%) et en France (25%).

Parmi eux, ce sont les femmes qui rencontrent le plus de difficultés: 26% en éprouvent très fréquemment, contre 19% des hommes et 36% des hommes disent n'éprouver aucune difficulté sur les postes cités, contre seulement 28% des femmes.

UNE CONFIANCE EN CRISE

La moitié des Européens estime qu'il existe un risque important qu'ils se retrouvent dans une situation de précarité dans les prochains mois.

Pour un Européen sur deux, le risque de précarisation induit par la crise est donc bien réel. Pour 15% des Européens, il existe même un risque « très important » qu'ils connaissent une situation précaire, soit 3 points de plus que ceux qui jugent ce risque « pas important du tout » (12%).

Ce risque est ressenti de manière plus aigüe en Espagne et au Royaume-Uni où il est considéré comme important par 53% de la population (dont 17% « très important »), devant la Pologne (47% dont 15% « tout à fait ») et la France (45% dont 11% « très important »).

Les catégories socioprofessionnelles les moins favorisées sont logiquement les plus inquiètes: employés (48% pensent que ce risque est important), inactifs (53%), retraités (56%) et surtout ouvriers (61% dont 18% « très important »).

Une crainte qui s'appuie sur des difficultés bien réelles

Cette crainte est loin d'être irrationnelle, dans la mesure où elle est fonction des difficultés déjà expérimentées par les répondants dans leur vie quotidienne : seuls 21% des personnes ne rencontrant des difficultés sur aucun poste testé pensent que ce risque est important, contre 85% de ceux qui rencontrent très fréquemment des difficultés (sur 5 ou 6 postes), dont 34% « très important ».

Selon les Européens, les populations les plus touchées aujourd'hui par la précarité et la pauvreté sont les personnes âgées (23%) suivies des personnes sans diplôme ou sans formation (20%) et des jeunes (20%).

LE BILAN MITIGÉ DE L'UNION EUROPÉENNE

Pour une majorité d'Européens, l'appartenance de leur pays à l'Union Européenne est un atout dans la lutte contre la pauvreté et la précarité.

56% des Européens considèrent que le fait que leur pays fasse partie de l'Union Européenne l'aide à mieux lutter contre la pauvreté et la précarité, contre 44% qui considèrent que celle-ci le rend au contraire plus vulnérable. Ces derniers sont plus nombreux parmi les populations souvent qualifiées d'euroseptiques : les plus âgés (47% chez les 35 ans et plus contre 39% chez les moins de 35 ans) et les moins diplômés (56% des diplômés de l'enseignement technique ou professionnel, contre 33% des universitaires). Les pays les plus riches sont les moins enthousiastes : 56% des Français pensent que leur appartenance à l'UE rend leur pays plus vulnérable, et même 61% des Britanniques, contre 39% des Européens.

Une majorité d'Européens (59%) estime néanmoins que l'Union Européenne ne s'investit pas suffisamment dans la lutte contre la précarité et la pauvreté. Les Français et les Britanniques sont particulièrement nombreux à considérer que l'Union Européenne ne s'investit pas beaucoup dans cette cause (respectivement 79% et 58% dont 18% et 14% « tout à fait »), un signe que l'on peut considérer comme positif car il montre que leur eurosepticisme n'est pas un manque de générosité.